

son application que se trouve le défaut fondamental du fédéralisme actuel.

Monsieur l'Orateur, on peut bien nous parler d'unité nationale, mais il ne sera jamais possible de réaliser un pays uni dans des conditions économiques défavorables. Donc, l'aspect économique a une importance capitale. Mais la situation économique, en tenant compte des problèmes auxquels nous devons faire face, n'est pas très encourageante. Cependant, on voudrait tenter de faire croire aux Canadiens d'un bout à l'autre du Canada que l'unité nationale est une question de décision de la part d'un homme qui s'appelle le très honorable premier ministre du pays. J'ai des réserves sérieuses lorsqu'un homme dit posséder, pratiquement à lui seul, le Canada. Je pense qu'il y a des députés à la Chambre qui composent ce Parlement et qui ont droit aux discussions, et qui doivent faire également appel à tous ceux qui le peuvent, dans le but d'apporter des solutions. Je reviens à la province de Québec plus particulièrement. Je crois qu'on a tendance à critiquer les décisions, les aspirations ou les recommandations faites par la province de Québec actuellement.

Ce n'est pas une cachette, monsieur l'Orateur. Il est évident qu'on aime à faire de la «partisanerie» de temps à autre. Jamais le parti dans lequel je suis à l'intention ou a eu l'intention de négocier l'indépendance du Québec. C'est faux de prétendre cela. Nous pensons que dans un cadre constitutionnel, beaucoup plus souple que celui que nous a fabriqué ce gouvernement, qu'il sera possible d'y trouver une acceptation des provinces, et que dans ce cadre il sera possible de répondre aux aspirations des provinces.

Je pense que c'est la philosophie de notre parti. Entre les deux extrêmes qui nous confrontent, d'une part, l'option de M. Lévesque et, d'autre part, le *statu quo* ou la rigidité du gouvernement actuel, je pense qu'il y a beaucoup de place, monsieur l'Orateur, pour présenter un programme de flexibilité, qui permettrait aux provinces de trouver le réel dialogue qu'elles souhaitent depuis fort longtemps, d'y trouver une participation véritable au niveau de la table de négociations, et de se sentir à l'aise lorsqu'il s'agira de prendre une décision nationale, mais avec au préalable la participation des provinces. Voilà, à mon avis, le genre de fédéralisme qu'on voudrait et qui correspondrait à un Canada nouveau. C'est cela actuellement qui est le problème de l'heure. Et je pense que ce gouvernement doit s'appliquer immédiatement à faire la preuve...

● (2050)

[Traduction]

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est écoulé. Il peut toutefois continuer avec le consentement unanime. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. La Salle: Merci monsieur l'Orateur. Je pense que nous avons la responsabilité de collaborer le plus possible avec la province dans laquelle nous vivons, et je pense que les 60 députés, d'abord les ministériels, puis mes collègues, et les membres du Parti Crédit Social du Canada, sont d'accord avec moi sur le fait qu'il est pressant de faire la preuve aux Québécois, que dans le régime actuel, avec des intentions vers une flexibilité nouvelle, qu'il est possible de réaliser ou de

réinstaurer un progrès qui pourrait être rentable pour la province de Québec.

Et si l'on se limitait à boudier le gouvernement du Québec ou à l'embarrasser, pour le plaisir de le faire, je pense que ce serait un jeu dangereux, monsieur l'Orateur. Ce qui est important, et je le répète devant tous les collègues de la Chambre, que c'est de faire la preuve avant l'appel du référendum aux Québécois, qu'il est possible de réinstaurer et d'améliorer la situation économique dans la province de Québec, pour faire la preuve à tous les Québécois que ce n'est pas en dehors de la Confédération que nous avons réalisé des progrès mais bien à l'intérieur, et, partant de là, il n'est pas nécessaire de diviser le pays pour assurer aux Québécois au moins un minimum de leurs aspirations bien légitimes, tant au niveau de la culture qu'au niveau économique.

Et je pense que pas un Canadien n'hésiterait et n'hésitera non plus à favoriser des mesures qui permettraient aux Québécois de répondre à leurs aspirations, comme nous du Québec, nous ne demandons pas mieux que tous les habitants de toutes les provinces en arrivent à réaliser ce minimum d'aspirations fort légitimes, pour des raisons qui sont peut-être différentes, compte tenu d'une mentalité différente.

J'aimerais bien également inviter ce gouvernement, monsieur l'Orateur, à considérer l'importance, lors de la présentation du budget, des sommes qui seront attribuées au domaine agricole. Nous savons que dans la province d'Ontario la situation a également été difficile l'an dernier en ce qui a trait à la politique laitière. Je sais que tous les producteurs de lait attendent avec anxiété l'annonce de la politique laitière de 1977.

● (2100)

Nous savons qu'au Québec en particulier, de 5,000 à 6,000 producteurs de lait ont dû quitter cette industrie. Ceux qui sont restés ont peut-être été les chanceux ou les plus privilégiés, mais ils sont drôlement inquiets encore de l'avenir de leur exploitation. J'espère que le ministre des Finances, lors de son exposé budgétaire, présentera des crédits très spéciaux, invitera son gouvernement à absorber une grande partie de l'exportation de lait en poudre et diminuera du même coup la pénalisation pour les producteurs de lait, les deux problèmes majeurs dans cette industrie.

Monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas abuser de mon temps de parole à la Chambre. Nous reconnaissons tous, j'en suis sûr, l'importance de ce débat, nous reconnaissons tous la situation dans laquelle se trouve le Canada actuellement, étant donné le nombre astronomique de chômeurs. Nous sollicitons du gouvernement des initiatives nouvelles. Que ce gouvernement soit bien sûr d'avoir la coopération des membres de ce côté-ci de la Chambre, dans la mesure où il présentera des lois positives ou des correctifs qui pourraient contribuer au mieux-être de la collectivité. Nous ne pouvons pas, c'est sûr, féliciter le gouvernement, et aussi longtemps que l'absence de politique se fera sentir.

Comme députés, nous devons effectivement critiquer à l'occasion et exiger que ce gouvernement fasse preuve de beaucoup plus d'initiative qu'il ne l'a fait jusqu'à présent vis-à-vis de cette situation. L'absence continue de politique suffisante pour corriger la situation donnera la preuve non seulement aux députés mais aussi à la majorité des Canadiens qu'il a effectivement perdu la confiance du public en général,